RERISS
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2788-275X

www.reriss.org

Numéro 02

REVUE D'ETUDES ET DE RECHERCHES INTERDISCIPLINANIRES EN SCIENCES SOCIALES

ISSN: 2788 - 275x

Octobre 2020

REVUE D'ETUDES ET DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES EN SCIENCES SOCIALES
ISSN: 3708-275X

ORGANISATION

Directeur de publication

Monsieur BAHA Bi Youzan Daniel, Professeur Titulaire de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Directeurs de la rédaction

Monsieur TOH Alain, Maître de Conférences de Sociologie du Développement rural, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur DJE Bi Tchan Guillaume, Maître de Conférences de Psychologie génétique différentielle, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Secrétariat de rédaction

KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Maître de Conférences de Géographie rurale, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur SEHI Bi Tra Jamal, Maître-Assistant de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur BAH Mahier Jules Michel, Maître-Assistant de Sociologie du Politique, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Mademoiselle N'CHOT Apo Julie, Maître-Assistant de Sociologie de la Famille et de l'Education, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Madame KOUAME Solange, Maître-Assistant (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité Scientifique

Monsieur AKA Adou, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur AKA Kouamé, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ALLOU Kouamé René, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ASKA Kouadio, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ATTA Koffi Lazare, Directeur de recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BAH Henry, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur BANEGAS Richard, Professeur Titulaire (Institut d'Etudes Politiques, Paris, France)

Monsieur BIAKA Zasséli Ignace, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BOA Thiémélé Ramsès, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur CHAUVEAU Jean Pierre, Directeur de Recherches (IRD, Montpellier, France)

Monsieur DAYORO Z. A. Kévin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DEDY Séri Faustin, Maître de Recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DOZON Jean Pierre, Directeur de Recherches (EHSS, Marseille, France)

Monsieur EZOUA C. Tierry A., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur GOGBE Téré, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur HAUHOUOT Célestin, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur IBO Guéhi Jonas, Directeur de Recherches (Université Nangui Abrogoua, Abidjan, RCI)

Madame KOFFIE-BIKPO Céline Yolande, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONE Issiaka, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUADIO Guessan, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU N'Guessan F., Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUASSI N'goran F., Directeur de Recherches (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUDOU Opadou, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DA Paul, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DOUBA Boroba F., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur TRA Fulbert, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

RERISS
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 3708-275X

Comité de lecture

Monsieur ADJA Vanga Ferdinand, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)

Monsieur AGNISSAN Aubin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DIGBO Gogui Albert, Maître-Assistant (Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, RCI)

Monsieur KEI Mathias, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONIN Sévérin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU Ossei, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUDOU Landry Roland, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Madame LODUGNON-Kalou Evelyne (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur NASSA Dabié Axel, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur NKELZOK KOMTSINDI Valère, Professeur Titulaire (Université de Douala, Douala, Cameroun)

Monsieur OTEME Appolos Christophe, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur OUAKOUBO Gnabro, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)

Madame PIRON Florence, Professeur Titulaire (Université Laval, Montréal, Canada)

Monsieur YOMB Jacques, Maître de Conférences (Université de Douala, Douala, Cameroun)

REVUE D'ETUDES ET DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES EN SCIENCES SOCIALES
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 3708-275X

SOMMAIRE

Les sciences sociales face aux défis de l'employabilité en Côte d'Ivoire
BAHA Bi Youzan Daniel 1

Déscolarisation et travail des enfants des migrants sans papier a Bodouyo et Ziouayo (cote d'ivoire)
DIGBO Gogui Albert ……..16

Réalités ivoiriennes face à la politique régionale de l'utilisation du bois-energie des Etats de l'Afrique de l'Ouest
ADJE N'Goran Pascal & BESSIE Baudelaire Baudry..... 30

Structuration des activités artisanales sur l'espace public de Marcory
WADJA Jean-Bérenger & AKA Assalé Félix……..43

Reconnaissance et récompenses au travail et implication organisationnelle chez des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités publiques en côte d'ivoire.
ZOMBRE Habib & KANGA Kouakou Bruno..... 61

Usage réflexif des réseaux sociaux et implication dans les apprentissages : cas des élèves des classes de 6ème en 3ème du lycée de Kakatare
Oyono Michel TADJUIDJE……74

Univers du temps libre et de loisir des etudiants du departement de sociologie (universite felix houphouët boigny) et de ceux de l'institut national de la jeunesse et des sports en Côte d'Ivoire
GALA BI TIZIE Emmanuel & SETONDJI Désiré……95

Analyse des approches locales de lutte contre le Swollen shoot dans la Sous-préfecture de N'Douffoukankro (cote d'ivoire)
NIAMKE Jean Louis, OKOU Kouakou Norbert & YAO Yao Romuald..... 116

Support de test, chronotype et performance en mathématiques : le rôle médiateur des performances intellectuelles
KOFFI Franck Gustave & TOVI N'Guessan Pierre..... 130

Les déterminants du faible niveau de qualification des ressources humaines locales des collectivités territoriales ivoiriennes : cas des municipalités de Bouake, Guiglo et Gbon
Jean-Arsène Paumahoulou GUIRIOBE……..144

Les enjeux de l'actualisation des pratiques propitiatoires dans le district autonome d'Abidjan
ASSI Atse Jean-Claude……..160

REVUE D'ETUDES ET DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES EN SCIENCES SOCIALES
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 3708-275X

Requalifier le changement climatique pour garantir le développement durable dans la nouvelle boucle du cacao en côte d'ivoire
Julien Gnokpébo POÉRI……..174

Problématique des reformes éducatives et efficacité du système scolaire ivoirien à travers l'analyse des politiques publiques nationales

Sopie Odette Rita YAPI, Letro Edwige DAYORO & Oswald Kacou Seraphin EDOUA……..190

Les couleurs du titrage de la une des quotidiens d'informations générales

N'GUESSAN Djemis Jean Elvis Ghislain……..200

Touche pas à mon Peuhl ! Acteurs cachés dans les conflits Agriculteurs-Pasteurs à Teningboue en Côte d'Ivoire
MLAN Konan Séverin, KONAN Koffi & KOUAKOU Yao François……..213

Usage du téléphone portable et nouvelles formes de sociabilité (Abidjan)
TOH Alain, SEHI BI TRA Jamal & N'CHOT Apo Julie……..230

RERISS
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

ANALYSE DES APPROCHES LOCALES DE LUTTE CONTRE LE SWOLLEN SHOOT DANS LA SOUS-PREFECTURE DE N'DOUFFOUKANKRO (COTE D'IVOIRE)

NIAMKE Jean Louis[1], Email : jeanlouis_niamke@yahoo.fr
OKOU Kouakou Norbert[2], Email : norbert_okou@yahoo.fr
YAO Yao Romuald[3], Ryao82ayopka@gmail.com

Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

Résumé : L'Etat de Côte d'Ivoire avec ses partenaires techniques entre autres le FIRCA, le CNRA, l'ANADER, etc. ont mis en place le projet national de lutte contre le swollen shoot, un programme de redynamisation du secteur cacaoyer en milieu paysan. Cependant, ce projet jugé contraignant par les structures en charge de la lutte pour booster la maladie du verger n'est pas adopté par les populations. D'où l'intérêt de cet article qui analyse les facteurs explicatifs de la non-adoption du projet de lutte contre le swollen shoot en milieu pathologique. Pour y arriver, nous avons soumis à un échantillon de planteurs et de personnes ressources un guide d'entretien. Il ressort des entretiens les résultats suivants. D'abord, les représentations que les planteurs se font des mécanismes de lutte mis en place n'ont pu favoriser l'adoption du projet de lutte ; ensuite, les rapports entre les structures d'encadrement et les planteurs dans le processus de lutte contre la maladie du swollen shoot ont suscité la méfiance de ces derniers.

Mots clés : approches locales, représentations sociales, mécanismes, swollen shoot.

ANALYSIS OF LOCAL APPROACHES TO SWOLLEN SHOOT IN THE N'DOUFFOUKANKRO SUB-PREFECTURE (IVORY COAST)

Abstract
The State of Côte d'Ivoire with its technical partners including FIRCA, CNRA, ANADER, etc. have set up the national project to combat swollen shoot, a programme to revitalize the cocoa sector in peasant environments. However, this project, considered binding by the structures in charge of the fight to boost the disease of the orchard is not adopted by the populations. Hence the interest of this article which analyzes the explanatory factors of the non-adoption of the project of combat against the swollen shoot in a pathological environment. To achieve this, we submitted a maintenance guide to a sample of planters and resource people. The following results emerge from the interviews. First, the planters' representations of the control mechanisms put in place could not promote the adoption of the control project; secondly, the relationship between the management structures and the planters in the process of combating swollen shoot disease has aroused mistrust among the latter.

Keywords: local approaches, social representations, mechanisms, swollen shoot.

[1] Maître-Assistant de Sociologie.
[2] Maître-Assistant de Sociologie.
[3] Doctorant en Sociologie.

RERISS
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Introduction

Le swollen shoot est une maladie virale du cacaoyer qui se développe de manière endémique en Afrique de l'Ouest (Posnette, 1940 ; Ollennu 1988 ; Ollennu et Owusu, 2002). Il a été observé pour la première fois en 1922 sur des cacaoyers âgés de 15 ans dans la région de Nankessé à l'Est du Ghana (Posnette cité par Kouakou, 2014). En Côte d'Ivoire, les premiers foyers du swollen shoot sont apparus en 1943 dans les localités de Kongodia et de Sankadiokro à l'Est vers la frontière du Ghana (Alibert, cité par Kouakou et al. 2011). Des campagnes d'arrachage conduites dans tous les foyers identifiés à cette époque avaient permis de maîtriser rapidement la maladie dans toute la cacaoyère ivoirienne. Actuellement le swollen shoot s'est déclaré dans le Centre-Ouest du pays où de nouveaux foyers en pleine expansion ont été identifiés dans les départements de Bouaflé et de Sinfra (Kebé et N'guessan, 2003).Dans ces localités, les pertes de production dues à la maladie varient de 40 à 100% et plus de 8600 hectares de plantations ont été détruits et les rendements ont chuté de plus de 66% (Kouakou, op.cit).

A l'image de l'une des plus graves maladies virales de l'homme qualifiée aujourd'hui de mal du siècle, le swollen shoot, constitue la hantise des cacaoculteurs. Face à ce fléau, l'Etat de Côte d'Ivoire, avec ses partenaires techniques entre autres le FIRCA, CNRA, ANADER, Conseil café-cacao, ENSEA, BNETD/CCT etc. ont mis en place le projet national de lutte contre le swollen shoot, un programme pour la redynamisation du secteur cacaoyer sur toute l'étendue du territoire national (CNRA, FIRCA, CCC, 2011).

Ce programme de lutte s'appuie sur un ensemble d'innovations et de vulgarisations dans le domaine agricole initié par les structures étatiques que sont l'ANADER et le CNRA.A travers ce programme, l'accent est mis sur des campagnes de sensibilisation et d'information, la diffusion de directives, la formation des paysans aux champ-écoles (CEP), la prise en charge de portion de champs des planteurs par les structures de lutte, la mise en place des champs essais, l'introduction de nouvelles techniques culturales, etc. Afin de freiner toute propagation de la maladie dans le verger existant, le programme s'endosse à l'arrachage des plants infectés par la maladie tout en accompagnant les planteurs par des mesures d'incitation. Ce dispositif de lutte est jugé contraignant par les structures d'encadrement pour booster la maladie hors du verger. Ainsi, depuis 2015, l'Etat a délocalisé des agents d'encadrement en milieu paysan, notamment dans la sous-préfecture de N'douffoukankro pour la mise en œuvre du projet de lutte.

Nonobstant toutes ces mesures prises, et le caractère contraignant du dispositif de lutte, les populations paysannes qui s'identifient à la cacaoculture, n'adoptent pas le projet de lutte contre la maladie. Elles s'approprient des formes individuelles de lutte contre le swollen shoot. En effet, la majorité des planteurs n'a pas accepté l'arrachage des vergers qui est la condition sine qua non de l'encadrement. Aussi, constatons-nous l'application partielle des mesures d'incitation à l'arrachage et des innovations techniques par les planteurs (notre enquête 2017).

Face à ce paradoxe, certaines interrogations méritent d'être soulevées : quels sont les facteurs explicatifs de la non-adoption du projet de lutte pour la redynamisation du secteur cacaoyer mis en place par les structures techniques de l'Etat ? quelles sont les représentations que les planteurs se font des outils de diffusions et des innovations technologiques introduites ? quels sont les rapports entre les différents acteurs en lien avec les mesures d'incitation promues.

En vue de répondre à ces interrogations, des objectifs ont été formulés ainsi qu'une hypothèse. L'objectif général de cette étude vise à analyser les facteurs explicatifs de la non-adoption du

projet de lutte pour la redynamisation du secteur cacaoyer dans la sous-préfecture de N'douffoukankro. Au niveau opérationnel, il s'agit d'abord, d'identifier les représentations que les planteurs se font des mécanismes de lutte mis en place par les structures techniques ; ensuite, de décrire les rapports entre les structures d'encadrement et les planteurs dans le processus de lutte contre la maladie du swollen shoot.

Comme hypothèse, notons que la non-adoption du projet de lutte pour la redynamisation du secteur cacaoyer est liée aux représentations que les planteurs se font des mécanismes de lutte contre la maladie.

1 – Méthodologie

Cette étude s'est déroulée dans la sous-préfecture de N'douffoukankro dans la région de la marahoué, plus précisément entre les départements de Bouaflé et Sinfra dans le Centre-Ouest ivoirien (les nouveaux foyers du swollen shoot). Nous avons orienté l'enquête pendant deux saisons de culture cacaoyère. Il s'agit de la campagne 2016-2017 pour la phase arrachage-mesures d'accompagnement en matériel végétal et intrants, et la campagne 2017-2018 pour la phase accompagnement des paysans par la somme de 50 000 francs par hectare arraché au niveau de trois localités (N'dénoukro, Attossé, et Nangrékro). Le choix de ces localités a été motivé par le fait qu'en plus d'être délimitées par des blocs cacaoyers paysans, elles abritent toutes des outils de diffusion (champ essai, champ-école paysan, parcelle pilote, parcelle de démonstration).

Nous avons interrogé différents acteurs entre autres des cacaoculteurs, des autorités coutumières et l'agent encadreur sur les facteurs qui ont milité en faveur de la non-adoption du projet de lutte pour la redynamisation du secteur cacaoyer. L'accès à ce type de données n'était possible que par des entretiens individuels mettant en évidence certains résultats, tendances et permettant de tirer des conclusions. Ainsi, neuf (09) entretiens individuels semi-directifs ont été effectués avec les cacaoculteurs (3 responsables d'outils de vulgarisation, 6 membres de CEP dont deux (2) au voisinage des outils mis en place), un (1) respectivement avec l'agent ANADER, le chef central, un président des jeunes et un notable. Ces différents entretiens ont porté sur les représentations que les cacaoculteurs se font des mécanismes de lutte mis en place. Au nombre desquelles, nous avons les représentations liées aux outils de diffusions, aux techniques culturales apportées et enfin aux mesures d'accompagnement promues ; ainsi que les rapports entre paysans et structures techniques. La méthodologie est donc qualitative, et l'analyse des données s'est faite au moyen de l'analyse de contenu qui repose sur le principe de l'inférence. On part du discours et on en déduit de manière logique des connaissances sur l'émetteur du message ou sur l'environnement et le contexte social. L'échantillonnage par quotas ou par choix raisonné a été retenu. De ce fait, nous avons observé comme critère d'inclusion les cacaoculteurs ayant accepté au moins une composante des mécanismes du projet de lutte. Les données issues de ce traitement ont été passées au crible de la théorie de la diffusion des innovations et de la théorie de l'acteur stratégique afin de rendre compte du sens que les cacaoculteurs accordent aux mécanismes de lutte pour la redynamisation du secteur cacaoyer, puis d'expliquer le paradoxe du rapport conflictuel entre les différents acteurs.

A partir de cette méthodologie, nous avons pu obtenir les résultats ci-dessous, qui se structurent en deux grandes thématiques : les représentations sociales des mécanismes de lutte contre le swollen shoot, et les rapports entre les structures de lutte contre le swollen shoot du cacaoyer et les planteurs.

RERISS
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

2 – Résultats

2.1 - Représentations sociales des mécanismes de lutte contre le swollen shoot

L'engagement des populations dans les projets de développement obéit à des logiques qui dépendent des représentations que ces populations ont des projets (Diédihou, 2001). Notre volonté n'est pas de traiter les représentations sociales comme le seul facteur qui entre en ligne de compte dans la problématique de la non-adoption des mécanismes de lutte contre le swollen shoot du cacaoyer. Ces représentations sociales agissent de concert avec une panoplie de facteurs, qui retiennent les populations paysannes à adopter le projet de redynamisation du secteur cacaoyer.

Les données recueillies auprès des enquêtés se structurent autour de trois axes à savoir les représentations liées aux outils de diffusion, les représentations liées aux techniques culturales et les représentations liées aux mesures d'accompagnement.

2.1-1- Représentations liées aux outils de diffusion

La diffusion est définie par Rogers (1983), comme étant « *le processus par lequel on propage un message qui renvoie à une innovation en ayant recours à certains canaux durant une période de temps au sein d'un groupe social donné* » (p.5). S'agissant de l'innovation introduite dans le cadre de la redynamisation du secteur cacaoyer, les organismes en charge de la lutte ont mis en place certains outils (CE, CEP, PP, PD) afin de vulgariser cette nouvelle technologie auprès des populations paysannes. De cette interaction entre structures d'encadrement et paysans encadrés naissent des représentations qu'ils développent tant sur eux-mêmes, sur l'environnement social que sur les mécanismes de lutte mis en place.

En effet, un champ essai (CE) a été installé en milieu paysan en vue de l'expérimentation de la nouveauté. Ce champ qui a suscité tant d'espoir auprès des paysans a été quasi détruit par le fort ensoleillement, mais également attaqué par le swollen shoot alors qu'il est suivi par le CNRA. Ce balbutiement du champ test a alors rendu pessimiste certains paysans quant à la reprise de ce modèle dans leur plantation. Cela se traduit dans les propos du planteur *A.G., 1er Membre de CEP à N'dénoukro* qui affirme :

> « *J'ai voulu copier le modèle du champ essai de monsieur D.G, mais en un rien de temps lui-même est revenu à zéro. Je me demande quelle analyse doit-on faire, car une fois qu'il y a le soleil, les plants meurent* ».

Aussi, des parcelles pilotes (PP) ont-ils été installées dans la localité. Ces parcelles, conçues comme des modèles de mise en œuvre à la solution de plantation et de replantation cacaoyère, utilisent comme technologies la mise en place de plantes barrières telles que le café et de nouvelles variétés de cacao. Malgré cette nouvelle donne, ces parcelles ne fleurissent pas comme prévu par ses acteurs. Ainsi, ces occupants estiment que ce sont des essais de trop. Cela est perceptible dans les propos de *K.M., Responsable d'un CEP dans le village de Nangrékro* en ces termes :

> « *On nous utilise comme des cobayes, avec ces essais qui n'aboutissent jamais. Ça fait pratiquement trois ans que je suis dans un recommencement total. Je regrette même pourquoi j'ai accepté d'abriter cette parcelle pilote. Si je travaillais seul, c'était mieux* ».

RERISS
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Concernant les parcelles de démonstration (PD), elles visent à convaincre les producteurs des avantages techniques et économiques de la technologie par la mise en évidence d'une parcelle d'application et d'une parcelle témoin. A ce propos, *E.K., Paysan bénéficiaire de parcelle de démonstration dans le village Attossé* affirme ceci :

> « *La parcelle d'application mise en place par l'organisme de lutte à côté de ma parcelle personnelle n'arrive pas à décoller, alors que la mienne se porte très bien* ».

D.L., 2ème Membre de CEP dans le village de N'dénoukro dont la plantation est au voisinage d'une parcelle de démonstration de corroborer :

> « *J'ai même vu le champ de démonstration qui était tout le temps visité par les agents de lutte, pratiquement chaque semaine, mais malgré cela, le champ est méconnaissable aujourd'hui* ».

A l'analyse des quatre (4) entretiens ci-dessus, il ressort que les différents champs d'expérimentation constitutifs de la mise en évidence de la nouveauté introduite sont incapables de stimuler les paysans à la reprise du modèle. Envisagés comme domaine incubateur du programme de la redynamisation du secteur cacaoyer, les champs de démonstration des avantages de l'expertise introduite sont déclinants. Pour les planteurs, ces champs à l'essai ne présentent pas un visa idéologique susceptible de les contraindre à appliquer le modèle. Ces résultats concordent avec les travaux de Racine (2015), qui stipule que l'introduction de nouvelles pratiques doit démontrer des avantages. Les essais de terrains doivent être concluants en ce sens que les paysans sont réfractaires aux risques.

Quant au champ-école paysan (CEP), classe sans mûr dans laquelle l'agent ANADER donne des enseignements aux paysans sur la reproduction cacaoyère en milieu pathologique, *K.P., 1er Membre de CEP à Attossé* déclare :

> « *On suit toutes les techniques enseignées au champ-école, mais à chaque fois, c'est un éternel recommencement. Ce qui fait qu'on était peu nombreux au champ-école* ».

A travers ce discours, on constate que l'apprentissage dans les CEP est en corrélation négative avec la déclinaison des champs expérimentaux. Le caractère non probant des champs expérimentaux concourt à la désertion des CEP, et donc à un affaissement de l'apprentissage aux techniques de lutte. Les essais de terrains non concluants ne peuvent susciter de centre d'intérêt à une diffusion à l'apprentissage. Les agriculteurs ne copient que ce qui peut servir de modèle.

2.1-2- Représentations liées aux techniques culturales

2.1.2-1- Représentations liées à l'arrachage des vergers atteints de swollen shoot

L'arrachage des cacaoyers malades est le préalable au déclanchement du processus de lutte contre le swollen shoot. Arracher ces cacaoyers qui portent par endroit des fruits, c'est coupé sa soif et devenir de plus en plus pauvre. Cela est palpable dans les propos de *N.P., 1er Membre de champ-école à Nangrékro* lorsqu'il affirme ceci :

> « *Le travail avec ANADER, on a peur parce qu'il nous demande l'arrachage de nos cacaoyers, même contenant des cabosses, alors que c'est avec ça qu'on se débrouille un peu.*

RERISS
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

> *C'est pourquoi, quand il vient beaucoup le fui. Ce qui est pire, ceux même qui ont accepté l'arrachage, n'ont pas été assistés, ils ont perdu complètement* ».

Il émane de ces propos que la méthode radicale de déraciner les cacaoyers qui constituaient pour les populations une source de revenu non négligeable contribue au développement de leur vulnérabilité. Pour eux, ils pourraient être davantage disposés à accepter cette mesure si les compensations financières, ainsi que les mesures d'accompagnement étaient plus généreuses. En effet, selon Burle, cité par Kouakou (2014), les campagnes à l'arrachage au Ghana n'ont pu se poursuivre que grâce à l'octroi d'indemnité aux paysans en fonction de l'incidence de la maladie dans la région.

2.1.2-2- Représentations liées à la trouaison

Une trouaison de 40cm de profondeur et, 40cm de largeur est recommandée par les organismes de la lutte pour le planting du cacaoyer. Ainsi donc, cette dimension de trouaison aux yeux des paysans concourt à la réduction des plantations de cacao. Les propos de *N.K., 2ème membre de champ-école du village d'Attossé au voisinage d'une parcelle pilote* confirme cette situation en ces termes :

> « *Aujourd'hui, on n'arrive pas à faire de grands champs de cacao vu le contexte de la lutte. C'est difficile de respecter ces trouaisons lorsque tu envisages de mettre en valeur une grande parcelle. Donc les champs de cacao qu'on fait ne sont plus grands* ».

Ce volume de trou consacre un temps de travail assez long aux paysans. Cela se vérifie dans les propos de l'*Agent ANADER* qui affirme ceci :

> « *Le planteur sans aides ne peut creuser qu'en moyenne 20 trous par jour* ».

Au regard de ces deux propos, on retient que, le volume de la trouaison pour le planting du cacaoyer empêche l'extension des plantations. Alors qu'un hectare de cacao fait 1333 trous, cela représente pour le paysan 67 jours de travail, soit un peu plus de deux mois de travail. Ce d'autant plus que la perte de l'économie cacaoyère a occasionné une pluralité d'activités agricoles, ce temps de travail devient long et fastidieux pour le cacaoculteur. La plupart des tâches à exécuter dans le travail de la terre à partir des techniques modernes sont pénibles et donnent du travail additionnel (Affessi, 2012). Les techniques nouvelles de trouaison, en limitant les superficies, constituent une aversion à la redynamisation cacaoyère pour des paysans qui ont prédéfini l'espace cultural cacaoyer.

2.1.2-3- Représentations liées à la replantation du verger

A la replantation, la nouvelle plantation est systématiquement soustraite de certaines plantes telles que le taro, le manioc, le kloala, le fromager décrites comme des hôtes alternatifs du virus du swollen shoot, mais qui sont également des besoins en vivrier pour les populations. Détruire ces plantes, constitue une menace pour la sécurité alimentaire, surtout que ces vivriers se retrouvent au quotidien dans l'alimentation des paysans. En effet, le réflexe traditionnel des paysans à la cacaoculture est jugé inapproprié pour lutter le swollen shoot. Cette disposition est

explicitée par les propos de *E.K., Planteur, propriétaire d'une parcelle de démonstration du village Attossé* qui affirme ceci :

> « *Alors qu'on entretenait certains vivriers tels que le taro, le manioc, la canne à sucre, et d'autres plantes non domestiquées comme le "kloala", les jeunes fromagers dont les feuilles servent de mets très prisés en pays baoulé appelé communément "nanmounkou", l'agent nous demande de ne pas les complanter dans les cacaoyères* ».

Il émane des propos ci-dessus que la technique nouvelle de replantation cacaoyère est dévoratrice de denrées comestibles. Dans le but de pérenniser certaines plantes comestibles non domestiquées, les paysans les préservent au défrichage dans leur milieu de vie. Ceci permet de reconstituer le cycle de vie de ces plantes nourricières qui ne bénéficient pas de domestication. Les abattre, cela constitue leur disparition certaine et une perte de l'autonomie productive. La perte d'autonomie productive des agriculteurs est un facteur explicatif fréquent notamment dans des agricultures familiales où l'aversion pour les risques est importante (Mabah, 2013).

2.1.2-4- Représentations liées à l'entretien des plantations

Les cacaoyers ne sont pas nettoyés et traités à la période indiquée (1er juillet au 31 Août), car les paysans se consacrent en priorité sur la récolte du riz, de l'arachide et au cerclage du champ d'igname. Cette situation est confortée par les propos de *A.D., Président des jeunes à Nangrékro* :

> « *Compte tenu de la baisse de la pluviométrie, toutes les cultures se sont accumulées à la même période. De ce fait, la priorité pour le paysan, c'est d'assurer les cultures qui rassurent* ».

K.F., Propriétaire d'une parcelle pilote à N'dénoukro d'ajouter :

> « *Souvent même l'état de dégradation des plantations ne donne pas envie de les nettoyer* ».

Vu l'état de paupérisation laissé par le swollen shoot, les paysans s'investissent dans les cultures à rente immédiate. La cohabitation de diverses cultures permet de faire un arbitrage à proportion de la rentabilité perçue quant à leur entretien. Pour les paysans, l'entretien de plantations cacaoyères en constance balbutiement est un frein à la mobilisation de ressources matérielles aux cultures existentielles. Le désir de sécuriser leur production actuelle affecte négativement leur propension à adopter les paquets technologiques (Kato et *al*., cités par Mabah, 2013).

2.1-3- Représentations liées aux mesures d'accompagnement

2.1.3-1- Représentations liées aux semences végétales

Si les paysans dans leur majorité ont gardé une attitude positive des rejets de bananiers fournis par les organismes de lutte pour assurer l'ombrage des cacaoyers à l'année zéro, ce n'est pas le cas en fourniture de la variété cacao Mercedes (CNRA), du maïs et de l'arachide.

Les paysans dans leur majorité estiment que la variété cacao Mercedes du CNRA ne résiste pas au très fort ensoleillement. Cela se résume dans les propos de *D.L., 2ème Membre de CEP du village de N'dénoukro, également pisteur* qui confirme :

RERISS
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

> « *On a expérimenté cette variété, ça marchait bien, et ça nous extasiait, mais quelques temps après, tu constates que tes plants sont morts du fait du fort ensoleillement* ».

Ces propos sont corroborés par ceux de *N.K., 2ème Membre de CEP à Attossé* qui s'exprime en ces termes :

> « *Si j'accepte encore la variété Mercedes, ce n'est pas par principe, mais par contrainte vu que la maladie a emporté avec elle la variété existante d'alors* ».

Pour les paysans, les nouvelles variétés, avant même de jauger leur niveau de résistibilité face au swollen shoot, succombent au fort ensoleillement. Conséquemment, ceci freine leur entrée en production, contrairement aux variétés locales qui donnent quelques kilogrammes de cacao avant d'être détruites par la maladie. Le désir de minimiser les risques de production et de sécuriser leur production actuelle affecte négativement leur propension à adopter de nouvelles technologies même si celles-ci sont accessibles (Kato et *al.*, cités par Mabah, 2013).

Pour ce qui est des variétés de maïs et d'arachide introduites, les paysans du Sud-Ayaou pensent qu'elles sont à la limite source de paupérisation. En effet, les nouvelles variétés jugées plus productives que les variétés locales représentent aux yeux des paysans qu'un leurre. C'est ce que tente d'expliquer *A.G., 1er Membre de CEP du village de N'dénoukro*, qui a plutôt réussi dans la bananeraie lorsque ce dernier affirme :

> « *On a eu la chance qu'on n'a pas éliminé nos espèces qui sont ici, sinon la famine même allait gagner du terrain. On ne fait plus confiance à leur paquet ; le maïs qu'ils nous fournissent par rapport au notre ne produit pas bien, les arachides aussi donnent de petits grains. Normalement ils devaient nous envoyer des variétés qui produisent plus que ce que nous avons ici, mais ce n'est pas le cas, ou bien c'est la famine qu'ils veulent envoyer chez nous ici en éliminant nos espèces traditionnelles* ».

Les variétés de maïs et d'arachide des structures techniques sont jugées moins productives que les variétés locales. Pour les planteurs, les variétés nouvelles introduites ont un rendement bas, et constituent donc un danger pour le bien-être des ménages. Pour Kato et al, cité par Mabah (2013), les ménages agricoles sont généralement averses au risque car ils doivent sécuriser l'alimentation et les besoins économiques.

2.1.3-2- Représentations liées aux produits phytosanitaires

Le mode d'accès aux produits phytosanitaires, n'est pas lié à l'acceptation à l'arrachage comme pré-conditionné, mais plutôt à la détention de pouvoir des acteurs dans le réseau. Le témoignage de l'*Agent ANADER* le montre en ces termes :

> « *Quand j'obtiens les produits au siège, je n'arrive pas à partager à plus de cinq personnes par village. Et lorsque quelques paysans dynamiques en reçoivent, on te parle de copinage* ».

RERISS
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Et *K.M., Responsable d'un CEP à Nangrékro*, de renchérir :

> « *Des paysans qui n'ont pas même un seul centimètre de cacao parviennent à obtenir ces produits, cela me décourage* ».

L'insuffisance des produits phytosanitaires, ainsi que la non-conformité au principe à l'arrachage a permis l'exclusion de planteurs de moindre inter connectivité avec le réseau. Ces résultats sont en lien avec l'étude faite par Affou (1987), qui stipule que sans être paysans, et rien qu'en tissant des liens particuliers avec les agents du service de l'agriculture, les planteurs absentéistes ont pu bénéficier de certains intrants subventionnés par l'Etat. Pour les paysans, l'accès aux produits phytosanitaires ne constitue pas un moyen de couverture et de suivi des plantations par l'agent de lutte.

2.2 – Rapports des encadrés avec les structures techniques dans le processus de lutte contre le swollen shoot du cacaoyer

Le processus de lutte contre le swollen shoot s'inscrit dans une dynamique relationnelle qui met à contribution deux groupes d'acteurs en contrepartie d'attente : planteurs et les organismes de lutte.

2.2-1- Rapports entre paysans et agents de lutte contre le swollen shoot du cacaoyer

L'arrachage obligatoire des plants cacaoyers atteints fait office de l'obtention des mesures d'accompagnement. Cependant, les planteurs ayant accepté l'arrachage de leurs vergers n'ont pu bénéficier des mesures. Cet état de fait, a soulevé la colère de ces derniers qui se constituent en victime, parce que trahis par les agents de lutte. Cela se justifie dans les propos de *P.C., Notable et paysan volontaire à la deuxième campagne d'arrachage* à Attossé :

> « *J'ai vu que les gens nous utilisaient comme des cobayes, ils prennent nos cartes d'identités pour faire des papiers et en retour ce sont eux qui bénéficient* ».

K.C., Leader paysan et 2ème membre de CEP à Nangrékro de corroborer ces propos en ces termes :

> « *Quand on te trompe une, deux ou trois fois, le paysan ne veut pas qu'on le trompe. Ce qui fait que lorsqu'il y a une commission pour venir voir les paysans, ils ne se rendent pas disponibles* ».

L'accaparement des avantages et des opportunités assortis du programme mis en place constituent des pratiques illégitimes que les agents de lutte emploient pour freiner l'acquisition de privilège des innovateurs. Les paysans estiment que les agents de lutte constituent une barrière pour l'acquisition des avantages et des opportunités qu'offre leur participation au projet de lutte. Pour eux, ce sont les agents encadreurs qui sont bénéficiaires des opportunités offertes par le programme de lutte. Ces observations contrastent avec le constat fait par De Sardan (1995), qui estime que les populations cibles se servent des opérations de développement pour acquérir ou accroître leur privilège. L'accaparement des privilèges par les agents encadreurs ne peut entretenir la collaboration avec les paysans.

RERISS
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

2.2-2- Rapports entre paysans volontaires et paysans non volontaires à l'arrachage

Les paysans ayant accepté l'arrachage des vergers, décrits comme les premiers innovateurs, sont relégués aux retardataires, puisque leur parcelle arrachée n'a servi à rien. Si ce n'est que des broussailles, utilisées par certains pour d'autres spéculations. Ainsi, pour les planteurs enquêtés, les structures de lutte ont fait d'eux la risée de leurs frères. Cela est soutenu par les propos du notable *P.C., Paysan volontaire à l'arrachage à Attossé* qui avance :

> « *Quand on a accepté l'arrachage, les gens nous disaient qu'il n'y a pas de cacao, et vous décidez d'abattre le peu que vous disposez pour vous assurer économiquement. Abattez-les, vous n'avez rien compris encore, ils ne vont rien vous envoyer. Nous sommes devenus sujets de raillerie et de moquerie de notre entourage. Ils nous disaient que nous allions subir les conséquences de notre choix. Effectivement, ces gens ont eu raison* ».

Les failles de l'encadrement ont fait des innovateurs des « déchets de l'intervention » en milieu rural. Avant-gardistes, les retardataires estiment que la situation des innovateurs est devenue piteuse. De ce désormais statut, les ex-innovateurs, ne peuvent constituer un centre d'intérêt de la diffusion de l'innovation introduite. L'action d'un individu au sein d'un milieu social où les individus interagissent à forcement des répercussions sur le comportement des autres individus (Ryan et Cross cités par Goulet, 2008).

2.2-3- De la collaboration à l'évitement

Vu les dérives enregistrées au cours de la lutte contre le swollen shoot, les agents du développement ne sont plus les bienvenus en milieu paysan. C'est ce que mentionne *K.A., Chef central des Ayaou, Chef du village de N'dénoukro* qui affirme :

> « *Au début, j'ai donné dans ce village une maison de deux pièces à l'agent ANADER où il vivait sans location. Mais, quelques temps après j'ai constaté qu'il ne dormait plus ici, c'est plutôt en ville qu'il va dormir pour revenir le lendemain travailler. Vu le retard qu'il prenait dans le travail, et les différentes plaintes des paysans j'ai décidé de lui retirer la clé de la maison puisqu'il ne dort plus là. Je me suis rendu à la direction générale de l'ANADER à Bouaflé pour qu'on me le remplace, on a plus besoin de lui ici* ».

Et *A.D., Président des jeunes de Nangrékro* d'ajouter :

> « *Personne ne s'occupe de nous, nous sommes livrés à nous mêmes* ».

La diffusion d'une culture apparaît possible grâce à un accompagnement technique assuré par les services techniques de l'Etat (Burnod et Colin, 2012). Ainsi, le retrait de l'agent encadreur sur le terrain en court-circuitant le processus de lutte mis en place freine par ricochet la redynamisation du secteur cacaoyer. Sans encadrement et au détour d'une politique stimulante, les planteurs de cacao se trouvent dans l'impasse.

RERISS
Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

3 – DISCUSSION

3.1 – Le caractère non probant des outils de vulgarisation comme facteur entravant la diffusion des innovations pour la redynamisation du secteur cacaoyer

Ainsi que nous l'avons rappelé plus haut, la lutte contre le swollen shoot du cacaoyer conduite par les organismes techniques de l'Etat, à consister à l'introduction de nouvelles technologies. Dès lors, des mécanismes sont mis en place par ces structures en vue de favoriser l'adhésion des populations locales. Agissant à la démultiplication de la nouveauté dans le corps social, les structures de lutte (CNRA-ANADER) vont approuver les avantages de la nouveauté en ce sens que l'ambivalence et l'incertitude sont des facteurs du rejet. Il faut pour cela développer une plus grande expertise afin de diminuer les échecs d'implantation ainsi, qu'une approche de diffusion personnalisée et adaptée à la réalité des agriculteurs (Racine, 2015).

Or, ces nouveautés mis en essai en milieu paysan n'ont pas été concluantes. En effet, les outils de lutte (champ d'expérimentation, champ-école paysan, parcelle pilote, parcelle de démonstration) exhibés en bordure de voirie chez les premiers adoptants en vue d'impacter l'ensemble des paysans frappés par le phénomène social se sont trouvés dans l'incapacité de satisfaire l'aspiration de ces derniers. Bien au contraire, ils ont créé de la réticence auprès des paysans. Cette vision est partagée par Ryan et Cross cité par Goulet (2008) qui stipulent que l'action d'un individu au sein d'un milieu social où les individus interagissent à forcement des répercussions sur le comportement des autres individus. Ainsi, si un individu innove en adoptant sur son exploitation les nouvelles variétés et que ses choix s'avèrent efficaces, il provoquera un stimulus ; ce qui n'est pas le cas de la nouveauté introduite chez ces premiers adoptants.

3.2 – Le hiatus lié aux mesures d'accompagnement déstructurant les rapports des différents acteurs comme facteur limitant l'adoption de l'innovation

Vu l'effet pathologique du swollen shoot en milieu paysan, et vu la disparition de la rente forestière, les structures étatiques en charge de la lutte soutiennent les propos de Deheuvels (2003, p.12), qui écrit :

Dans le cas d'installation de cacaoyers sur précédentes jachères, l'installation initiale d'un ombrage temporaire, les apports de fertilisants et les traitements anti-mirides dès les années suivant l'entrée en production sont toujours nécessaires. En tant que initiateur des actes progressistes, l'Etat à travers les structures techniques de lutte décide d'accompagner les paysans volontaires à l'arrachage en leur fournissant gratuitement le matériel végétal, les insecticides, et les produits phytosanitaires les deux premières années, puis un accompagnement de 50 000 francs à l'hectare arraché pour la seconde phase. En d'autres termes, les paysans en acceptant l'arrachage de leurs vergers, doivent bénéficier en contrepartie des mesures ci-dessus citées. Or, dans le cas des paysans du Sud-Ayaou, ces mesures d'incitation promues en vue de leur adhésion au projet de lutte ne sont pas honorées.

Alors que les travaux de Rogers (1983) ont montré que ce sont les caractéristiques de l'innovation telles qu'elles sont perçues par les individus, qui déterminent son taux d'adoption, les promesses non tenues par les structures de la lutte ont largement influencé cette non-adoption.

CONCLUSION

L'intérêt pour ce sujet est né du constat de la non-adoption des mécanismes de lutte contre le swollen shoot en dépit de son caractère contraignant pour booster la maladie hors du verger. La présente étude avait pour but d'analyser les facteurs explicatifs de la non-adoption des mécanismes de lutte contre le swollen shoot du cacaoyer par les paysans du Sud-Ayaou. De façon spécifique, il s'est agi :

- d'identifier les représentations que les paysans se font des mécanismes de lutte mis en place par les structures techniques ;

- et de décrire les rapports entre les différents acteurs (structures techniques et paysans) dans le processus de lutte contre la maladie du swollen shoot.

L'hypothèse formulée est que la non-adoption au projet de lutte contre le swollen shoot est liée aux représentations que les paysans se font des mécanismes de lutte proposés. Au terme de cette étude, il ressort que les outils de vulgarisation mis en place, pour l'essentiel n'ont pas eu d'échos auprès des paysans. En effet, la panacée du paquet technique et les techniques culturales employée au travers les outils de la lutte n'a pas influencé les paysans quant à leur propension à copier le modèle ainsi mis en place. Les paysans sont habités par un sentiment d'incapacité vis-à-vis des structures de lutte qui titubent à mettre en place un modèle de lutte concluant. Au niveau des mesures d'accompagnement mis en place pour inciter les paysans à adhérer au projet de lutte, l'étude montre que la majorité des ayants droit n'a pu bénéficier de ces mesures. Ce qui crée ou amplifie la réticence des planteurs quant à l'arrachage des vergers atteints qui est ici la condition sine qua none à l'éradication de la maladie.

Bibliographie

- Affessi, A. S. (2012). *Innovations technologiques et participation paysanne au développement rural en Côte d'Ivoire : l'exemple de l'ANADER dans le pays Akyé*. Thèse unique de doctorat de sociologie. Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.

- Boudon, R. (1969). *Les méthodes en sociologie*. Paris. PUF.

- Campenhoudt, L. V. & Quivy R. (2006). *Manuel de recherche en Sciences sociales*. Paris. Dunod.

- CNRA, FIRCA & CCC. (2011). *Guide de la lutte contre la maladie du swollen shoot du cacaoyer en Côte d'Ivoire*. 1ère Edition.

- Crozier, M. & Friedberg, E. (1977). *L'Acteur et le système*. Les *contraintes de l'action collective*. Paris. Éditions du Seuil. Collection Points/Essais.

- Deheuvels, O. (2003). *Dynamique de plantation/replantation cacaoyère en Côte d'Ivoire : comparaison de choix technique avec Olympe*. Séminaire « olympe ». Montpelier.

- De Sardan, J. P. O. (1995). *Anthropologie et Développement : Essai en socio-anthropologie du changement social*. Editions Karthala.

- Deslauriers, J. P. (1996). *La recherche qualitative, guide pratique*. Mc Graw-Hill.
- Diedihou, L. (2001). *Projets de développement et représentations sociales en Basse Casamance* : *le DERBAC et le PROGES*. Thèse de sociologie. Université de Montréal.
- Goulet, F. (2008). *L'innovation par retrait : Reconfiguration des collectifs sociotechniques et de la nature dans le développement de techniques culturales sans labour*. Thèse de doctorat de sociologie. Université Pierre Mendès. Grenoble.
- Grawitz, M. (1999). *Lexique des sciences sociales*. 7ème Edition. Paris. Dalloz.
- Guentert, A. (2010). *Analyse des représentations sociales des agriculteurs et des agriculteurs-pêcheurs familiaux, hommes et femmes, de la région de la rivière Tapajos (Para, Brésil) concernant l'usage de la coupe et du brûlis et les pratiques agricoles alternatives*. Mémoire de Maîtrise en Sciences de l'environnement. Université de Québec à Montréal.
- Jodelet, D. (1994). *Les représentations sociales*. Paris. PUF.
- Kébé, B. I. (1996). "Phytopathologie du cacaoyer". *Cahier du stagiaire. Formation des techniciens spécialisés à la culture du café et du cacao*. IDEFOR-DCC/ANADER.
- Kébé, B. I. & N'guessan, K. F. (2003). *Rapport de la mission de prospection du swollen shoot*. CNRA-Divo.
- Kébé, B. I. et *al*. (2005). *Bien cultiver le cacaoyer*. Fiche technique. CNRA.
- Kébé, B. I., Kouakou, K. & N'guessan, K. F. (2006). *Le swollen shoot en Côte d'Ivoire : Situation actuelle et perspectives*. Communication à la 15ème Conférence Internationale sur la Recherche Cacaoyère. 9-14 octobre. San José.
- Kébé, B. I. (2013) *La maladie du swollen shoot du cacaoyer, atelier international d'échange sur la maladie du swollen shoot*. 26 au 28 novembre. Abidjan.
- Kouakou, K. et *al.* (2011). "Impact de la maladie virale du swollen shoot du cacaoyer sur la production de cacao en milieu paysan à Bazré (Côte d'Ivoire)". *Journal of applied Biosciences*. n°43. 2947-2957.
- Kouakou, K. (2014). *Diversité moléculaire du CSSV (cocoaswollen shoot virus) et épidémiologique de la maladie du swollen shoot du cacaoyer (theobromacocoa L.) en Côte d'Ivoire*. Thèse de doctorat. Université Félix Houphouët-Boigny.
- N'da, P. (2006). *Méthodologie de la recherche : de la problématique à la discussion des résultats*. EDUCI. Abidjan.

- Racine, J. F. (2015). *Le processus de diffusion d'une innovation agroenvironnementale en milieu agricole : étude du cas des bandes riveraines arbustives*. Mémoire de Maîtrise en sciences de l'environnement. Université du Québec à Montréal.

- Rogers, E. (1983). *Diffusion of Innovation*. Fifth Edition. New York. Free Press.

- World Cocoa Foundation & ANADER. (2014). *Renforcement des capacités techniques de l'ANADER en matière de cacaoculture durable*. Manuel de l'apprenant.